

Le « J'accuse » des universitaires

Écrite dans la foulée des manifestations du 1^{er} Mai, une tribune d'enseignants et chercheurs dénonçant la « violence d'État » contre le mouvement des gilets jaunes a recueilli près de 10 000 signatures en quelques jours.

RÉPRESSION

Après le monde de la culture et les médecins, les universitaires prennent à leur tour la parole pour dénoncer la violence sans précédent déployée contre le mouvement des gilets jaunes. Depuis le week-end dernier, une tribune intitulée « Nous accusons » – référence au fameux « J'accuse » d'Emile Zola au moment de l'affaire Dreyfus – tourne sur les réseaux sociaux. Écrit dans la foulée d'un 1^{er} Mai marqué par un déferlement inédit de brutalités policières, le texte a déjà recueilli plus de 9 000 signatures, bien au-delà du seul monde académique. « C'est le signe qu'il est décidément nécessaire de partager largement les enjeux de cette situation alarmante », estime les auteurs, réunis au sein du collectif Gilets jaunes enseignement-recherche.

Que dit cette pétition ? Elle dénonce le comportement d'un pouvoir « qui n'a cessé d'ignorer le contenu des demandes des gilets jaunes pour en affadir la portée déstabilisante ». Elle accuse aussi le gouvernement

d'employer contre les civils « des techniques liberticides » et « des armes de guerre bannies dans l'ensemble des pays occidentaux en ignorant les mises en garde répétées de plusieurs organismes internationaux ».

« Une tentative de provoquer la guerre civile »

« Le 1^{er} mai a été un point de rupture », a expliqué Jeudi, lors d'une conférence de presse, Maurizio Gribaudi, un des chercheurs à l'initiative de la pétition. Le niveau atteint par les violences policières, mais surtout le mensonge qui a consisté à dépeindre des gens qui avaient cherché refuge comme de dangereux assaillants d'un hôpital, a poussé ces universitaires à prendre la parole. « Au moment de la loi travail, j'ai cru qu'on avait atteint des sommets de répression, mais là, c'est 2016 puissance dix ! » résume Pascal Maillard, professeur de littérature à l'université de Strasbourg.

Évoquant les centaines de blessures graves causées par les LBD, Jean-Marc Salmon, qui

a travaillé sur ces questions avec le Défenseur des droits, rappelle que ce lanceur de balles est considéré comme « une arme de guerre quand elle est exportée de Suisse, où elle est fabriquée ». Le sociologue s'in-

quiète aussi de l'extension de la surveillance, via des écoutes téléphoniques, ainsi que de l'inscription systématique des gilets jaunes blessés dans SI-VIC, un fichier conçu au lendemain des attentats du Bataclan dans un but sanitaire afin de suivre les victimes – et désormais détourné de sa fonction.

Les universitaires dénoncent les arrestations préventives de masse, l'utilisation de techniques comme le « massage » des manifestants afin de les piéger et, plus généralement, la criminalisation du mouvement social. Un véritable arsenal de propagande et de répression mis en place pour marginaliser les gilets jaunes et leurs revendications

en les faisant passer pour des militants violents. « Je pense qu'il y a vraiment une tentative de provoquer la guerre civile face à un mouvement qui voulait parler, ouvrir le dialogue et qui venait le faire pacifiquement », résume Maurizio Gribaudi.

Cette répression traduit le malaise du pouvoir face à une pratique démocratique renouvelée dont sont porteurs les gilets jaunes. « Ce qu'ils relèvent, c'est que les outils du politique sont mobilisés par les seuls tenants du

pouvoir, rappelle l'historienne Michèle Riot-Sarcey, une des initiatrices de la pétition. À l'image des ouvriers qui se battaient pour une République démocratique et sociale, ils veulent que les mots deviennent vrais. Ils soulèvent le voile de l'illusion. » Un voile que le gouvernement, entre grand débat et répression, fait tout pour maintenir en place. ●

CAMILLE BAUER

785
C'EST LE NOMBRE DE
SIGNALEMENTS DE
VIOLENCES POLICIÈRES
RÉPERTORIÉES
PAR LE JOURNALISTE
DAVID DUFRESNE,
VIA « ALLÔ PLACE
BEAUVAU ? »